

UNE GRANDE SOCIÉTÉ A L'ŒIL SUR LES GARDERIES CANADIENNES

La plus importante société de services de garde à l'enfance au monde semble s'engager dans une frénésie d'achats au Canada – un développement qui menace l'avenir d'un éventuel système public de services de garde à l'enfance sans but lucratif.

Au cours des récents mois, une société du nom de *123 Busy Beavers Learning Centres* a approché des centres de la petite enfance à but lucratif en Colombie-Britannique, Alberta et Ontario pour s'enquérir de leur intérêt à vendre. Malgré un nom bien de chez nous, *123 Busy Beavers* est affiliée à la grande multinationale australienne des services de garde à l'enfance, *ABC Learning Centres*.

La recherche effectuée par le SCFP a contribué à découvrir l'existence de liens étroits entre *123 Busy Beavers* et *ABC Learning*, par l'entremise d'une société de services de garde à l'enfance nommée *123 Global*. Il suffit de quelques clics à partir de la page principale du site de *123 Global* pour se rendre à un formulaire à l'intention de vendeurs potentiels, dont certains sont au Canada.

Ce développement majeur dans le dossier de la privatisation des services de garde à l'enfance pourrait effacer des années de travail visant à mettre sur pied un système public universel sans but lucratif d'apprentissage et de garde de jeunes enfants. La multiplication des grandes sociétés actives au Canada aura pour effets de réaffecter des fonds publics à des sociétés privées, de miner les règlements et la qualité, d'augmenter les frais d'utilisation et de déclencher une série de règles de commerce international restrictives.

Le SCFP et la coalition Code bleu pour les services de garde se mobilisent pour stopper la multiplication des multinationales des services de garde à l'enfance. Ils agiront sur les scènes fédérale, provinciale et locale

puisque tous les parents qui travaillent ont des intérêts dans cette lutte. L'enjeu a été discuté durant le congrès du SCFP la semaine dernière : des travailleurs des services de garde à l'enfance en ont établi un lien avec la campagne de lutte contre la privatisation plus générale du SCFP.

LES ENFANTS SONT MAL SERVIS PAR LES MÉGAGARDERIES

Des défenseurs des services de garde à l'enfance au Canada suivent l'expérience des services à but lucratif en Australie depuis plusieurs années. En 2005, le SCFP a invité Lynne Wannan, experte australienne en politiques sur les garderies, à participer à une tournée de sensibilisation aux graves problèmes découlant de la commercialisation des services de garde. Avant 1991, le système australien était sans but lucratif à 70 pour cent. Par la suite, le gouvernement s'est mis à financer les services à but lucratif. Moins de dix ans plus tard, 70 pour cent des services avaient été privatisés et, aujourd'hui, *ABC* contrôle environ le quart de l'offre de services de garde à l'enfance du pays.

La qualité, l'accessibilité et l'abordabilité des services de garde à l'enfance en Australie, tout comme les conditions de travail des travailleurs qui en sont prestataires, préoccupent considérablement des membres du SCFP qui sont parents, travailleurs et défenseurs des services de garde à l'enfance.

Cette histoire canadienne a continué de faire la manchette en Australie cette semaine. Le SCFP a été cité dans le *Courier-Mail* de Brisbane. *ABC Learning* a rapidement nié toute participation dans les achats d'entreprises en cours.

LA MULTINATIONALE AGIT RAPIDEMENT

Il appert qu'une acquisition n'attend pas l'autre. *La Coalition of Child Care Advocates of British Columbia* a sonné l'alarme, liant la frénésie d'achats à une récente annonce gouvernementale concernant des subventions mises à la disposition d'entreprises privées de services de garde à l'enfance – une première dans l'histoire de la province. Cette réorientation de la politique publique rend la Colombie-Britannique particulièrement attrayante pour les grandes chaînes multinationales de services de garde à l'enfance.

La coalition rapporte qu'une membre qui exploite un centre de services de garde à l'enfance a reçu une offre d'achat d'une entreprise liée à *123 Global* plus tôt ce mois-ci. Elle ajoute qu'on lui avait dit que la transaction pourrait être complétée en « à peine trois semaines ».

Des nouvelles en provenance de Calgary laissent entendre que certaines transactions sont imminentes ou ont déjà été complétées. Des lettres ont été postées à des centres de la petite enfance d'un bout à l'autre de l'Ontario, mais, jusqu'à maintenant, aucune preuve tangible n'indique qu'ils sont prêts à ouvrir des centres portant la raison sociale aussi rapidement qu'en Alberta.

INTERDIRE L'AGRANDISSEMENT DES SERVICES À BUT LUCRATIF

La situation des services de garde à l'enfance en Australie a servi de toile de fond, en mai dernier, à la présentation du SCFP dans le cadre des audiences sur le projet de loi C-303, la *Loi sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*, déposé par le NPD.

Le projet de loi C-303 devrait être soumis à un vote décisif à la Chambre des communes le 20 novembre. Il limiterait le développement des services de garde à l'enfance à but lucratif, une mesure qui protégerait le Canada contre des différends commerciaux internationaux et assurerait des services de la plus grande qualité. Dans son mémoire, le SCFP formule des mises en garde contre les services à but lucratif en invoquant l'expérience australienne et fait valoir des preuves solides liant la prestation sans but lucratif des services à une qualité accrue des services.

En plus de préoccupations entourant la prolifération de grands centres commerciaux de services de garde à l'enfance axés sur les gains des actionnaires plutôt que sur la qualité, les centres de services de garde à l'enfance de propriété étrangère créent d'autres problèmes en vertu des accords commerciaux internationaux.

En 2004, au moment où le gouvernement fédéral négociait des accords fédéraux-provinciaux sur les services de garde à l'enfance, le SCFP avait rendu public un avis juridique sur les dangers des initiatives de privatisation. Ces dangers représentent aujourd'hui des menaces imminentes.

123 Global exploite un grand empire de services de garde à l'enfance en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il n'est pas trop tard pour l'empêcher d'y greffer le Canada.

Consultez scfp.ca pour des mises à jour sur cet important dossier et des gestes que vous pouvez poser.

:cc/sep491